

# Le pouvoir aux travailleurs

13 MAI 2007

N° 133

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- 1ER MAI: LES TRAVAILLEURS NE POUVAIENT RIEN ATTENDRE DE GBAGBO !.....	2 - 3
- DEVANT LES MILITAIRES OU LES ENSEIGNANTS, GBAGBO N'A PAS LE MÊME DISCOURS!.....	4
- BCC, FRC, FDPCC..., RIEN QUE DES CAISSES NOIRES POUR AFFAMER LES PAYSANS .....	4 - 5
- LE SERVICE CIVIQUE NE REMPLACERA PAS LA CRÉATION D'EMPLOIS. ....	5
- L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE: UN FAR-WEST! .....	6
- FESCI: SYNDICAT OU GROUPE DE VOYOUS "INTOUCHABLES" ?.....	6 - 7
- EN CÔTE D'IVOIRE, 172 ENFANTS MEURENT DU PALUDISME PAR JOUR.....	7
- EN CÔTE D'IVOIRE, 500 000 PERSONNES VIVENT SOUS LE SEUIL ALIMENTAIRE .....	7 - 8
- PÉNURIE DE GAZ, A QUI CELA PROFITE T-IL?.....	9
- LA GALÈRE DES EX-BALAYEUSES DE LA SOCIÉTÉ ASH.....	9

**1<sup>ER</sup> MAI : LES TRAVAILLEURS NE POUVAIENT RIEN ATTENDRE DE GBAGBO**

A l'occasion du 1<sup>er</sup> mai dernier, comme de tradition, le président Laurent Gbagbo a reçu quelques représentants du monde du travail. Cette année, plus que la précédente, les travailleurs attendaient beaucoup du discours qui allait être donné.

Chaque jour qui passe rend la situation des travailleurs encore plus précaire. Et cette précarité a atteint un niveau aujourd'hui tel que le travail de l'ouvrier ne le met pas à l'abri de la nécessité. Dans les familles ouvrières même un repas journalier n'est pas toujours garanti. Tous les prix ont flambé sur le marché rendant dérisoires les salaires qui sont restés inchangés depuis plusieurs décennies. Comme le disait un travailleur, « *le panier de la ménagère n'existe plus. Son sachet de marché même est très léger* ». Dans ces conditions, le niveau de vie des travailleurs s'est sérieusement dégradé. Les études pour les enfants deviennent de jour en jour hypothétiques. En cas de maladie, beaucoup sont réduits à se soigner à l'indigénat ou à recourir aux charlatans et autres pasteurs chrétiens.

C'est pourquoi dans les usines, sur les chantiers, dans les docks et les quartiers populaires on entretenait des illusions sur le discours du président. Pour bon nombre de travailleurs, vu la gravité de la situation actuelle, Gbagbo ne pouvait que prendre une décision en leur faveur afin de soulager leur difficile condition d'existence.

Mais ce fut le contraire. Sur le relèvement du SMIG où les travailleurs attendaient un petit geste du Président Gbagbo, il n'en a même pas fait cas dans son discours. Il s'est contenté de dire qu'il n'avait pas pouvoir de prendre une telle décision.

Aussi avec les enseignants du supérieur, le président s'est-il montré très dur. Il les a traités de "*réveurs dangereux*" parce qu'ils

revendiquent un meilleur traitement salarial. Il a dit ne pas être prêt à céder à leurs revendications. A travers ce corps, c'est à tout l'ensemble des travailleurs que Gbagbo adresse un n'iet. Et il le dit. « *En cédant aux enseignants, j'ouvre la porte aux revendications de tous les autres corps de métier* ».

Et pourtant quand il s'est agit de demander une nouvelle trêve de 3 ans aux travailleurs, il ne s'est pas du tout gêné. Il ne s'est pas senti mal de vouloir imposer encore 3 ans de privations dans le silence à la classe ouvrière qui déjà se porte très mal. Il a même félicité les dirigeants syndicaux qui l'aident à imposer cette trêve aux travailleurs.

Il s'est aussi félicité pour ce qu'il fait en faveur du monde du travail. D'après lui, il a pour « *devoir de mettre chaque ivoirien en contact avec un emploi* ». Et c'est ce qu'il prétend en ouvrant quelques chantiers à Yamoussoukro, à l'île Boulay et à Grand-Bassam. Mais comme il le dit lui-même dans son discours : « *4 millions d'ivoiriens ont besoin d'un emploi* », alors lorsqu'il parle de « *création massive d'emplois* », ce n'est que pure diversion.

Aujourd'hui, presque tous les travailleurs ont une certaine amertume après le discours de Gbagbo. Certains ont senti même une trahison. Cela est normal puisque beaucoup placent encore en lui beaucoup d'espoir. Mais au-delà du simple discours, c'est la vérité que Gbagbo assène aux travailleurs car on ne peut rien à attendre de lui ni de son gouvernement. Tout comme ceux qui ont déjà exercé le pouvoir dans les régimes précédents, ceux d'aujourd'hui sont aussi au service des possédants d'autant plus qu'eux même sont pressés de s'inscrire à leur nombre. La vitesse à laquelle certains se sont enrichis, en dit long. C'est pourquoi le monde du travail, s'il veut obtenir quelque chose, n'aura qu'à compter sur sa propre force pour affronter le patronat mais aussi tout le gouvernement à son service. C'est seulement à ce prix que les travailleurs auront des améliorations de leurs salaires et de leurs conditions de travail et non suite à un discours fut-il celui du président.

**DEVANT LES MILITAIRES OU LES ENSEIGNANTS,  
GBAGBO N'A PAS LE MÊME DISCOURS!**

Le premier mai, lors de sa rencontre traditionnelle avec les syndicats, le président s'est exprimé sur la grève des enseignants du supérieur. Après avoir tourné en bourrique les différents représentants syndicaux, il a fermement refusé d'accéder aux revendications des enseignants du supérieur en ces termes: "Je ne veux plus voir des grèves illégales, intempestives et non réglementaires (...) Celui qui demande deux millions, trois millions est un rêveur. Mais comme c'est un rêveur qui nous met tous en danger, il est dangereux".

Pendant ce temps, suite à la grogne des soldats qui réclamaient le paiement de leurs primes appelées "haut les coeurs", Gbagbo les a rencontré et leur a demandé de se tenir tranquilles car il allait payer ce qu'il leur doit comme il l'a toujours fait. Ces primes coûtent à l'Etat entre 50 et 72 milliards par an soit 4,5 à 6 milliards par mois.

Quelques jours après cet engagement, à Kossou, une localité du centre du pays, les soldats "Blé Goudé" ont manifesté bruyamment pour réclamer eux aussi les mêmes primes. La hiérarchie militaire a même été obligée d'envoyer des chars pour les disperser. Il y a eu trois blessés et plusieurs soldats en fuite. Là aussi, Gbagbo a promptement dépêché un émissaire sur place pour calmer la situation.

Pour ce pouvoir, c'est deux poids, deux mesures. On voit où va sa préférence. D'ailleurs Gbagbo n'a pas manqué de dire qu'il serait obligé, s'il augmentait les salaires des enseignants du supérieur de "donner plus à ceux qui nous protègent c'est-à-dire aux officiers". Par contre, aux civils, ils demandent une trêve de trois ans que les dirigeants syndicaux des confédérations à sa solde tels que Dignité, UGTCI, FESACI, se sont empressés d'accepter sans consulter leur base.

**BCC, FRC, FDPCC..., RIEN QUE DES CAISSES NOIRES  
POUR AFFAMER LES PAYSANS**

Un audit commandé par le gouvernement ivoirien et financé par la commission de l'Union Européenne sur la filière café – cacao vient de rendre ses conclusions. Il stipule que toutes ces structures de régulation de la filière café-cacao ont des statuts ambigus. Elles procèdent à des prélèvements illégaux. La gestion est complètement opaque; elles refusent l'accès aux procès verbaux des conseils d'administration, ne publient aucun rapport périodique d'activité financière ou des rapports de commissaires aux

comptes. De plus elles refusent même parfois de se soumettre à un audit externe.

En gros ces sociétés sont des caisses noires pour pomper l'argent venant de la production du café et du cacao. La preuve, c'est que les paysans, à part quelques gros planteurs, sont devenus aujourd'hui plus misérables que jamais.

On se souvient que l'année dernière ils avaient brûlé une partie de

leur production pour exprimer leur colère. Ils réclamaient la dissolution de toutes ces structures dites de régulation de la filière café-cacao, le retour de la Caistab mais aussi la réduction du DUS (Droit Unique de Sortie) qui avait doublé, mais rien n'a été fait.

Pourtant Gbagbo dès sa prise du pouvoir, avait indiqué que la filière devrait revenir aux paysans et que la Caistab devrait faire place à des structures dirigées par les paysans eux-mêmes. Le constat est clair, tout ceci n'était qu'un jeu pour mieux contrôler la filière et pour mieux manger sur le dos des producteurs.

### LE SERVICE CIVIQUE NE REMPLACERA PAS LA CRÉATION D'EMPLOIS!

La situation de guerre que connaît le pays depuis près de 5 ans alimente le chômage. Mais celui-ci alimente lui aussi d'une certaine façon la guerre. La majorité de la jeunesse qui se retrouve à la rue après les études sont des proies faciles pour les bandes armées. Dès le déclenchement de la guerre, les deux parties en conflit ont engagé de nombreux jeunes comme supplétifs de leur armée respective. Chaque camp avait revendiqué en son temps, avoir sous son drapeau plus de vingt mille combattants. Du côté gouvernemental, ils étaient de deux ordres. Il y avait des recrues appelés les militaires "Blé Goudé" au nombre de quatre mille et les milices qui dépassent les 20 mille personnes disséminées dans la partie sous contrôle gouvernemental. C'est aujourd'hui cette jeunesse (hormis les soldats "Blé Goudé" qui ont été intégrés dans l'armée) qui est concernée par le service civique. Le service civique va leur permettre d'avoir une formation et comme le dit le président, un tremplin pour « occuper les jeunes ».

Mais, après le service civique, que deviendront ces milliers de jeunes

soi-disant formés ? En plus, sur le terrain, il y a tous ces autres jeunes qui ont suivi une formation dans un centre et qui sont sortis avec des CAP, des BEP, des BT, des BTS, etc. Il y a aussi ceux qui ont appris sur le tas et qui sont des maçons, des menuisiers, etc. Dans les zones industrielles, il y a aussi des jeunes qui ont travaillé pendant près de 4 à 5 ans sous contrats à durée déterminée et qui sont devenus par la même occasion des professionnels, des ouvriers qualifiés sans être embauchés.

Le problème aujourd'hui n'est pas une question de formation. Le vrai problème, ce sont les emplois qui manquent. Ce qu'il faut c'est la création d'emplois pour absorber cette armée de chômeurs.

Alors Gbagbo peut se vanter d'avoir trouvé la panacée pour ces miliciens et autres "jeunes patriotes" mais ce sera de courte durée. Et une désillusion pour ces derniers.

En attendant cela permet au pouvoir FPI de désarmer en douceur ces milliers de jeunes des deux côtés de la ligne qui sont une réelle menace pour le régime.

# L E U R S O C I E T E

## L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE: UN FAR-WEST !

La situation sécuritaire est critique dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Il ne se passe pas de jour sans assassinat malgré la présence militaire dans cette partie du pays. Après le massacre d'une famille et l'enlèvement de deux femmes, il y a trois semaines, ce sont deux acheteurs de produits qui viennent d'être assassinés le 30 avril à Fengolo.

Cette zone qui est placée sous contrôle gouvernemental après le départ des forces onusiennes, abrite aussi des miliciens. Selon le quotidien Nord-Sud, ce sont ces milices qui continuent de sévir dans cette zone. Le 1<sup>er</sup> mai dernier, trois autres jeunes ont été tués au cours d'une attaque à la kalachnikov. Face à cette escalade de violence accompagnée parfois de viol, de vol et de meurtre, le gouverneur militaire présent dans cette localité avoue presque son impuissance. Il le dit en ces termes « nulle part au monde, il y a l'insécurité zéro. On ne peut pas mettre un militaire à chaque coin. On fait avec ce qu'on a et nous faisons ce que nous pouvons. » Sauf

que ces miliciens appelés « *coupeurs de route* » ne sont pas inquiétés par la présence du gouverneur militaire et ses éléments. D'ailleurs selon d'autres témoignages, ils opèrent souvent avec la complicité de certains éléments des Fanci présents sur le terrain.

Cette situation a des conséquences graves sur la vie économique des populations de cette localité. Il leur est difficile de se rendre au champ et de vaquer à leurs occupations quotidiennes. La plupart sont obligés de se déplacer en groupes pour ne pas se faire assassiner en étant seul. Les populations sont inquiètes. Chaque jour quand elles se déplacent c'est avec la peur au ventre. Face à cette situation dramatique, le gouvernement ne fait que tenir des discours creux sur le désarmement des milices qui d'ailleurs préfèrent des menaces à l'endroit de leurs maîtres. En attendant, les principales victimes, ce sont les populations qui sont abandonnées aux mains ces hommes en armes.

## FESCI: SYNDICAT OU GROUPE DE VOYOUS «INTOUCHABLES » ?

Le syndicat étudiant s'est encore illustré de mauvaise manière en battant toute une famille. Le 02 mai dernier, un étudiant avait refusé de se faire enregistrer par les éléments de la FESCI qui surveillent les embarquements de bus. Il sera battu copieusement. Non contents de leur forfait, le même soir, ils vont faire une descente musclée au domicile du jeune

homme. Ils frappent tout le monde laissant même quelqu'un dans le coma. Les riverains ont aussitôt réagi. Ces affrontements ont fait quatre blessés. Il a fallu l'interposition pendant plusieurs jours de policiers pour que le calme revienne. Auparavant, à Yopougon, des étudiants de la FESCI mandatés par une dame étaient allés saccager et piller le domicile d'une personne.

## L E U R S O C I E T E

Les Fascistes sont devenus des hommes de mains. L'impunité dont ils jouissent fait qu'ils se croient tout permis. Combien de crimes n'ont ils pas commis sans que cela ne soit puni?

D'ailleurs, il n'y a pas longtemps ce sont les "forces de l'ordre" qui ont

aidé l'actuel secrétaire général de la FESCI à mater la dissidence au sein de sa structure, ce qui est tout un symbole. Vu la complaisance des autorités, la FESCI a de beaux jours devant elle.

### EN COTE D'IVOIRE, 172 ENFANTS MEURENT DU PALUDISME PAR JOUR

Dans un numéro du quotidien Fraternité Matin, les responsables en charge du ministère de la Santé indiquaient que le paludisme tue 172 enfants par jour en Côte d'Ivoire. Il y en a peut-être plus.

Ces enfants sont pour la majorité des enfants issus de familles pauvres. A dire vrai, ce n'est pas seulement le paludisme qui les tue. Ils sont mal nourris. Leurs organismes ne sont pas assez forts pour résister aux maladies comme le paludisme. C'est la pauvreté qui tue ces enfants. Leurs parents n'ont pas les moyens de les faire soigner convenablement. Aujourd'hui faute de moyens, la plupart des personnes qui ont la chance de travailler, préfèrent se soigner par ce qu'on appelle dans les quartiers populaires « *pharmacie par terre* » c'est-à-dire acheter des médicaments exposés dans la chaleur au bord de la route dans des conditions qui souvent provoquent d'autres maladies chez celui qui les consomme. Ceux dont la situation économique s'est davantage dégradée préfèrent s'aventurer chez

les personnes qui vendent les plantes dans les marchés pour se faire soigner. Ces populations n'ont souvent pas le choix du fait de la précarité dans laquelle elles vivent.

Cette situation révoltante est malheureusement le quotidien de la plupart des travailleurs qui pourtant, par leur travail, créent les richesses de ce pays. La richesse pour sauver ces enfants existe. Mais dans la société capitaliste, la vie des humains qui ne sont pas solvables importe peu. Sinon, il existe des précautions de prévention, de propreté, d'hygiène et de protection consistant à dormir sous des moustiquaires imprégnées pour éviter cette maladie mais dans les quartiers populaires tout cela est hors de portée des maigres ressources des parents. Il existe aussi des médicaments qui même s'ils ne sont souvent pas efficaces à 100%, permettent de résister. En plus, cette maladie n'est plus un mystère pour la médecine moderne. Donc il n'y a pas de raison qu'elle emporte 172 enfants par jour dans ce pays.

### EN COTE D'IVOIRE 500 000 PERSONNES VIVENT SOUS LE SEUIL ALIMENTAIRE

Dans le quotidien fraternité matin du 4 mai, le représentant du programme alimentaire mondial (PAM) en Côte d'Ivoire affirmait que : « 9%

*des ménages ruraux en Côte d'Ivoire sont en état d'insécurité alimentaire. Ce qui représente à peu près 500 000 personnes. 20% des ménages sont à*

# L E U R S O C I E T E

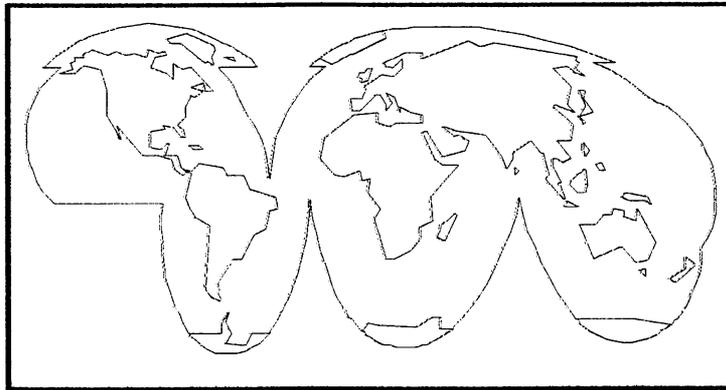
*risques. (...). C'est que les personnes en insécurité alimentaire le sont du fait de la pauvreté. C'est-à-dire qu'elles n'ont pas les moyens d'accéder à la nourriture. »*

Selon ce même représentant le cas à l'Ouest est encore plus dramatique du fait de la guerre qui a fait fuir les planteurs du Moyen-Cavally. Ces personnes ont un problème d'accès à la terre pour cultiver les cultures vivrières afin de pallier l'insuffisance alimentaire. Vu l'insécurité grandissante dans cette partie du pays, l'on se demande à quand la fin du supplice pour ces

populations qui sont réduites à la mendicité. Elles n'ont aucune source de revenu en dehors de la terre. D'ailleurs les estimations du PAM ne concernent que l'ouest du pays. D'autres régions sont touchées par des problèmes analogues et on peut penser que plus d'un million de victimes.

Il est urgent que tous les paysans qui ont été spoliés de leurs plantations et qui attendent dans les camps à Guiglo, à Duékoué etc. retrouvent leur terre. C'est à ce prix qu'on peut éviter cette catastrophe qui guette l'Ouest du pays.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### PENURIE DE GAZ, A QUI CELA PROFITE T-IL ?

---

L'utilisation du gaz butane, dans bon nombre de ménages, est devenue un besoin réel ; tant pour son usage facile que pratique par rapport au charbon et au bois de chauffe. Cependant, les pénuries à répétition de gaz dont souffrent les consommateurs sont devenues récurrentes. Sont-elles dues à un manque du butane ? Sûrement pas. Car il existe aujourd'hui d'importants gisements de gaz et de pétrole dans ce pays. Certains gisements sont en cours d'exploitation et d'autres non encore exploités. Dans le quotidien *Fraternité* matin du 05 mai, le DG de Petroci explique cette pénurie en ces termes : « ...15 000 tonnes sont nécessaires pour la consommation des

*ivoiriens, mais les sphères de stockage ne peuvent qu'accueillir 2000 tonnes pour une période de 60 jours.. »*. A en croire ce haut responsable, le gaz, il y en a à gogo mais ce sont les bouteilles de gaz qui seraient en nombre insuffisant pour satisfaire les demandes.

Mais cette histoire dure depuis des années. Tous les deux ou trois mois les familles qui n'ont pas les moyens de stocker chez elles doivent faire face à ces pénuries. Aujourd'hui la direction prétend avoir débloqué des fonds pour la fabrication de 100 000 nouvelles bouteilles pour régulariser la situation. Reste à savoir quand ces promesses verront le début de réalisations.

---

### LA GALERE DES EX-BALAYEUSES DE LA SOCIETE ASH

---

Les balayeuses de la société ASH, après plusieurs mois de salaires impayés et la fermeture de l'entreprise, sont réduites à la mendicité pour certaines. En effet, on les trouve aux différents feux tricolores en train de se livrer à cette pratique dégradante. Quand le feu passe au rouge elles saisissent cette occasion pour demander de l'argent aux automobilistes. Voilà la situation actuelle dans laquelle se trouvent ces travailleuses.

Mais avant d'en arriver à cette situation déplorable, les travailleurs de cette entreprise ont mainte fois manifesté pour attirer l'attention de l'Etat. Ils ont été souvent obligés d'obstruer les artères principales du Plateau avec des ordures ménagères pour se faire entendre. Malgré toutes ces manifestations, les autorités n'ont rien fait pour résoudre leur problème.

Pour échapper à cette mendicité certaines femmes se sont faites recruter par d'autres sociétés. Mais, là-bas encore ce fut la continuité des

mauvaises conditions. On leur annonce des salaires qui ne leur sont jamais versés. C'est le cas de l'une d'entre elles qui raconte sa mésaventure en ces termes : "Quand ASH a fermé, je suis allée à Com.net. Là-bas on m'a fait savoir que je travaillerai sans salaire durant trois mois, et que c'est seulement à partir du 4<sup>e</sup> mois que je recevrai mon premier salaire. Je comptais sur la bonne foi de ces personnes et j'ai travaillé à Yopougon Sideci comme balayeuse. Mais au bout du 4<sup>e</sup> mois, ils n'ont pas respecté leurs engagements. J'ai donc purement et simplement quitté cette société".

Tout comme cette femme, plusieurs travailleurs vivent des situations similaires. La rareté de l'emploi et le grand nombre de chômeurs font que les travailleurs sont obligés de subir les caprices des patrons, mais aussi l'humiliation comme c'est actuellement le cas pour celles qui tendent la main à des carrefours.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.